



## Compte-rendu du webinar : « Le Covid-19 intensifie la crise laitière actuelle en Afrique de l'Ouest et en Europe » (29/05/2020)

Le 1<sup>er</sup> juin est la Journée mondiale du lait, ressource si précieuse pour sa qualité nutritionnelle. C'est à cette occasion que Vétérinaires Sans Frontières, Oxfam, SOS Faim, le Comité Français pour la Solidarité Internationale, les acteurs réunis au sein de la campagne « Mon lait est local » et le European Milk Board ont organisé un webinar le vendredi 29 mai 2020 modéré par Thierry Kesteloot (Oxfam Belgique). Cinq intervenants étaient invités à présenter leur point de vue sur l'intensification de la crise laitière actuelle en Afrique de l'Ouest et en Europe à cause du COVID-19.

### Résumé des interventions

- **Dr Gilles Vias, Directeur des Opérations en Afrique de l'Ouest pour Vétérinaires Sans Frontières Belgique basé au Mali.**

Dr Gilles Vias a entamé le webinar en présentant les enjeux et opportunités pour le lait local en Afrique de l'Ouest. Sa présentation a permis de contextualiser la production et la consommation laitière dans les pays sahéliens, les pays côtiers et la CEDEAO, et de mettre en avant les défis actuels que doivent relever ces régions. En effet, la population africaine, en forte croissance, est une population jeune, caractérisée par une classe moyenne émergente et un pouvoir d'achat qui s'améliore. Cette population offre des opportunités réelles pour le marché du lait local, d'où l'enjeu que représente la collecte du lait, que ce soit à travers les centres de collectes ou les mini-laiteries. Mais le lait local ouest-africain est menacé par les importations de lait européen : 95 % du lait consommé est importé, contre seulement 5 % de lait local. Ces importations ont des conséquences importantes aussi bien sur la balance des paiements des pays que sur leurs filières laitières et leurs producteurs. Pour contrer ce phénomène, il est possible de mettre en place une politique du robinet, comme le Sénégal l'a fait pour la pomme de terre en indexant les taux d'importation sur ce produit. Pour Gilles Vias, cette politique serait un premier pas vers le "lait local de demain", c'est-à-dire une politique laitière qui prend en compte la réalité du déficit laitier, la pression de la demande, la nécessité pour le marché africain de rester ouvert et la poursuite des importations, tout en valorisant les filières locales.

- **Erwin Schöpges, producteur laitier belge et représentant du MIG, Faircoop et European Milk Board.**

Erwin Schöpges a enchaîné en expliquant l'impact de la crise du COVID-19 sur les producteurs de lait en Europe et les liens existants avec les producteurs de lait en Afrique de l'Ouest. Pendant la pandémie, la consommation de lait a grandement diminué alors que la production est restée la même. La Commission Européenne a donc autorisé le stockage privé, l'achat de poudre de lait et la baisse des prix de stockage. Mais tout ce lait stocké devra être déstocké, et il est fort probable que cela se fasse sur les marchés africains, au détriment des filières locales. Pour Erwin Schöpges, la Commission Européenne n'a pas retenu les leçons du passé. Il a déploré le manque de poids des paysans européens dans la prise de décision, face aux syndicats des firmes multinationales. Il a insisté sur la nécessité de mettre en place



une solidarité paysanne transcendant les organisations et les pays, notamment à travers un partenariat entre l'Union Européenne et l'Afrique.

- **Hindatou Amadou, porte-parole de l'organisation paysanne ouest-africaine Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane (APESS) et représentante de la campagne ouest-africaine « Mon lait est local ».**

Hindatou Amadou a ensuite abordé l'impact de la crise de COVID-19 sur les producteurs de lait local en Afrique de l'Ouest. Cette crise a renforcé les tensions existantes, que ce soit en raison de la difficulté d'approvisionnement des centres urbains en Afrique de l'Ouest ou des politiques mises en place en Europe. Ce contexte nouveau a accentué l'urgence d'apporter des changements à plusieurs niveaux : dans les habitudes alimentaires, dans les politiques fiscales et dans les pratiques des multinationales. Selon Hindatou Amadou, ces changements ne sont possibles qu'en mettant en place une coalition conjuguant les intérêts de chaque acteur et organisant les interactions entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne. Pour l'Afrique de l'Ouest, cela passe d'une part par un renforcement de la sensibilisation régionale des populations à la consommation de lait local, et d'autre part par un plaidoyer auprès de l'Union Européenne afin de rééquilibrer sa politique commerciale en limitant les subventions au stockage, la surproduction et le déstockage vers l'Afrique de l'Ouest. L'Union Européenne devrait également revoir la cohérence de ses politiques commerciales et de développement, pour financer davantage le développement du lait local et ne plus concurrencer les marchés africains.

- **Bio Goura Soulé, assistant technique Elevage et pastoralisme pour la CEDEAO.**

L'intervention suivante (pré-enregistrée et retransmise pour des raisons techniques) traitait des initiatives des gouvernements ouest-africains pour faire face à la crise du lait. La CEDEAO travaille en effet sur une « Offensive lait », une stratégie régionale pour promouvoir le lait local et renforcer l'indépendance des populations. Le but est de créer un maillage sur les territoires (autant dans les zones pastorales que dans les zones périurbaines) afin d'habiliter l'ensemble des acteurs. L'ambition est d'arriver à 25 % de lait frais local collecté en 2030, contre seulement 2 % à l'heure actuelle, grâce à une politique d'investissements publics/privés. Pour Bio Goura Soulé, il faut repenser les modèles économiques et mettre en place une politique de promotion du lait local basée sur la coopération, afin de sortir de cet environnement défavorable empêchant les mesures protectrices. Ce changement doit venir à la fois des Etats, qui ont jusqu'en 2023 pour prendre des mesures afin de rééquilibrer la concurrence économique, et du secteur privé, afin de rentabiliser les investissements, d'augmenter la collecte et de travailler sur la conservation du lait.

- **Michèle Rivasi, députée européenne pour les Verts/European Free Alliance.**

Pour clôturer le webinar, Michèle Rivasi s'est interrogée sur la façon dont l'Europe peut soutenir le lait local en Afrique de l'Ouest à travers ses politiques agricoles, commerciales et de coopération. Son intervention s'articulait autour des ambiguïtés des politiques européennes et africaines. En effet, l'Union Européenne reste le 1<sup>er</sup> producteur de lait au monde. La Politique Agricole Commune (PAC), en supprimant les quotas laitiers, a désorganisé les filières laitières en vendant les produits à des prix inférieurs aux coûts de production. Cette situation favorise de fait les grosses exploitations et crée une situation invivable pour les petits agriculteurs. De plus, le faible coût des exportations favorise le dumping sur les marchés africains. En tant que députée pour les Verts, Michèle Rivasi a demandé un rapport sur l'impact social et environnemental de l'importation du lait européen en Afrique de l'Ouest,



notamment de la poudre de lait enrichie en matières grasses végétales comme l'huile de palme. Pour y faire face, Michèle Rivasi plaide pour différentes actions : dénoncer, sensibiliser et s'impliquer. Dénoncer auprès de la Commission pour que les membres prennent les décisions adéquates ; sensibiliser les populations africaines sur le lait qu'elles achètent ; et s'impliquer en multipliant les rencontres entre députés africains et européens. Le but est d'opérer un changement de modèle en accord avec les objectifs sociaux et environnementaux, notamment en appliquant les vrais prix indexés sur la production. Pour l'Union Européenne, cela signifie une révision de la PAC, pour qu'elle prenne en compte la qualité des produits, les petites exploitations pourvoyeuses d'emploi et les accords commerciaux afin qu'ils protègent la production locale. De son côté, l'Afrique de l'Ouest doit défendre sa production grâce à des accords commerciaux, des tarifs douaniers, l'intégration de la production locale dans les filières laitières et la promotion d'une agriculture de qualité.

### **Conclusion**

Ce webinar a permis de confronter les points de vue de différents acteurs, chacun impliqué à sa manière dans la problématique, afin de créer un dialogue constructif sur la thématique du lait local. De ces échanges ressortent des consensus devant servir d'horizon pour les actions à venir. L'Afrique de l'Ouest a un potentiel socio-économique indéniable qu'il faut soutenir et valoriser afin de le concrétiser. Pour y arriver, des changements s'imposent tant au niveau des modèles que des pratiques. D'où la nécessité de dégager une volonté politique et une cohérence, en Afrique de l'Ouest comme au sein de l'Union Européenne, grâce à des politiques complémentaires avec la production locale et une logique dans les politiques commerciales et fiscales.